

*Le budget—M<sup>me</sup> Cossitt*

**Le président suppléant (M. Blaker):** Des questions, des réponses, des commentaires?

**Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville):** Monsieur le Président, je suis ravie d'avoir cette occasion de parler du budget. Nombreux sont les intervenants avant moi qui ont exprimé leur satisfaction au sujet des mesures budgétaires et qui ont formulé d'excellents arguments à l'appui. D'autres en ont signalé les manquements. Je ne prétends pas être économiste, pas plus d'ailleurs que la majorité des députés. La Chambre se compose de représentants spécialisés dans diverses disciplines. A titre de représentante élue de Leeds-Grenville, cependant, je me dois de décrire à la Chambre les réactions de mes électeurs—sans doute, les mêmes que celles de beaucoup de Canadiens d'un bout à l'autre du pays—sur les conséquences que les mesures budgétaires auront sur leur vie.

Décus, découragés et abattus depuis des mois, les Canadiens s'attendaient vraiment que le fameux budget d'avril leur apporte un peu de soulagement. Beaucoup furent déçus. Les Canadiens furent encore plus déçus par ce qui s'est passé au moment où le budget a été présenté, un budget qui, nous l'espérons, donnerait au Canada une nouvelle orientation.

● (1650)

Après des années de chômage élevé, de taux d'intérêt record, de faillites inouïes, de déficits croissants, après deux budgets et des déclarations financières désastreuses, il était normal qu'un grand nombre d'électeurs exigent une nouvelle politique fiscale pour relancer le Canada sur la voie de la reprise économique. Les Canadiens souhaitaient désespérément replacer leurs espoirs dans le gouvernement. Ils voulaient qu'on leur promette que s'ils persévéraient, les choses allaient s'améliorer. La dernière chose qu'ils voulaient entendre c'était qu'on avait demandé au ministre des Finances (M. Lalonde) de donner sa démission parce qu'il s'était montré imprudent. Les Canadiens s'attendaient que le ministre des Finances assume ses responsabilités, non qu'il s'amuse à faire les manchettes. Eh bien, il les a faites les manchettes, mais pas celles qu'il espérait.

Le ministre des Finances a tenté de faire ce qu'il pouvait pour venir à la rescousse d'une économie chancelante, résultat direct de la politique du gouvernement. Bien sûr, le budget comporte quelques aspects positifs. Il faut espérer qu'avec le secours du secteur privé, nous pourrions continuer à progresser petit à petit vers la reprise économique.

En présentant son budget le ministre a reconnu la gravité du chômage en disant ceci: «Nous devons faire tout en notre pouvoir pour atténuer les privations et l'anxiété que le chômage cause aux travailleurs canadiens et à leurs familles». Si le ministre veut nous faire croire qu'il se préoccupe véritablement de la misère de tant de Canadiens qui luttent pour survivre en ces temps économiques difficiles, il n'a pu faire mieux que de reconnaître la situation. Il n'a pu faire mieux que de nous présenter un budget édulcoré qui ne s'attaque pas au véritable

problème. Il n'a rien fait pour soulager l'angoisse et la misère qui est le lot des chômeurs canadiens.

Le gouvernement reconnaît dans ses statistiques officielles que le chômage à l'heure actuelle atteint le niveau incroyablement élevé de 12.6 p. 100. Par ailleurs, hélas! il ne s'intéresse guère au .5 p. 100 de Canadiens qui, par dépit ou découragement, ont cessé de chercher un emploi. Ces désespérés ont droit comme les autres à un emploi. Le gouvernement n'a pas lieu d'être fier, lui qui laisse deux millions de Canadiens se morfondre d'inquiétude au sujet de leur avenir, sans aucune sécurité.

Le ministre des Finances n'a pas été à la hauteur lorsqu'il a parlé du chômage, et c'est le visage tout souriant qu'il a annoncé qu'à son avis, le chômage demeurerait supérieur à 10 p. 100 à la fin de l'année financière 1986-1987. C'était sa façon de nous dire que selon lui, nous continuerions d'être aux prises avec un chômage élevé. Son estimation se fondait sur un taux de croissance de 4.5 p. 100. Or, si nous n'arrivons pas à maintenir une telle croissance, notre situation sera encore pire.

Le chômage et ses séquelles marquent tous les aspects de notre vie. Non seulement il faut absolument donner du travail aux gens; mais il faut aussi veiller à ce qu'ils continuent à travailler. Comment le ministre des Finances veut-il que son budget nous inspire confiance alors qu'il reprend des mesures qui se sont déjà révélés inefficaces?

Il n'y a rien de nouveau dans les programmes de création d'emplois. On les a peut-être réorganisés, mais ils ne constituent pas une nouveauté. Nous avons déjà entendu parler des programmes d'emplois d'été pour les jeunes, des stages, du programme RELAIS et de tous les programmes de création d'emplois temporaires. C'est des emplois à long terme dont nous devrions nous occuper. Les programmes de création d'emplois sont conçus pour offrir du travail tout de suite, mais l'expérience nous a montré que ce n'était pas une bonne solution.

Le programme RELAIS donne une bonne idée de la rapidité d'intervention du gouvernement en matière de création d'emplois. En effet, il a annoncé la création du programme en question en novembre dernier. En 18 mois, il devait permettre de créer 60,000 emplois. Or, en six mois, on a seulement réussi à en créer le dixième. C'est uniquement sous la pression de l'opposition que le gouvernement s'est senti obligé de tenir sa promesse et de créer des emplois. Seulement, combien d'emplois véritablement nouveaux crée-t-on grâce à ce programme? En réalité, en temps normal, le travail accompli serait effectué par des gens qui travaillent déjà pour le gouvernement fédéral ou des agences fédérales.

Dans un effort désespéré pour soigner son image, le gouvernement a autorisé la réalisation de projets et jongle avec désinvolture avec les chiffres. Le gouvernement se figure-t-il vraiment que les Canadiens vont le croire et lui faire confiance?